



TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 19 AVRIL

Face à un gouvernement déterminé : globaliser et faire converger les luttes

Mobilisation des retraités, des cheminots, des postiers, des éboueurs, des salariés de l'énergie... À cela s'ajoute dans les universités la mobilisation des étudiants face à la généralisation de la sélection et à l'annonce d'une réforme de la

licence qui verrait les horaires d'enseignement diminuer et les frais d'inscription augmenter. Les fonctionnaires, les agents et usagers du service public d'éducation **doivent se faire entendre.**

Pour défendre le service public d'éducation

- ▶ L'accès à l'université doit être rendu possible pour tou.te.s les lycéen.ne.s titulaires du baccalauréat. Pour cela, ni tirage au sort ni sélection à l'entrée de l'université, nous demandons juste l'augmentation des capacités d'accueil dans les licences et l'attribution de moyens qui permettent, enfin, d'accueillir dignement les étudiants et de leur permettre de réussir ! Nous demandons l'arrêt de toutes les interventions policières dans les universités et la relaxe de tous les étudiants poursuivis pour avoir exercé leur droit de grève et de manifester.
- ▶ La réforme du lycée qui est en cours pour une application à la rentrée 2019 renforcerait encore l'autonomie des établissements, mettrait en cause la voie technologique, dénaturerait les disciplines et se traduirait par une perte d'horaires d'enseignement pour les élèves et la suppression à terme d'environ 7 000 postes.
- ▶ Le gouvernement projette de fermer les DRONISEP et les CIO. 13 CIO sont concernés dans l'académie. Ce serait la fin du service public national d'orientation gratuit pour les élèves et leur famille au profit des seules officines privées.
- ▶ Dans le premier degré, la mise en place des CP dédoublés sur fond de diminution de 10 % du nombre de postes offerts par concours va mettre les collègues dans des situations difficiles, voire intenable en REP. Le manque de remplaçants ne permet plus depuis longtemps de répondre aux besoins réels du terrain.
- ▶ Le rapport Calvez-Marcon met en avant le mixage des publics et la volonté de favoriser toujours et encore plus l'apprentissage, le regroupement des spécialités de bac pro en seconde, les blocs de compétences qui mettent à mal les diplômés et leur valeur, l'affaiblissement de l'enseignement général qui n'est plus vu qu'au service de l'entreprise et l'annualisation du temps de travail avec le risque de casse du statut. Il ne fait aucun doute que les conclusions du rapport Calvez-Marcon seront suivies par Mr Blanquer, et que la réforme de l'enseignement professionnel qui se profile est extrêmement dangereuse.

Dans l'académie : 10 postes d'administratifs (5 en établissements et 5 dans les services rectoraux et DASEN) et 62 postes d'enseignants dans les lycées généraux et technologiques ont été supprimés, 20 postes dans les lycées professionnels, 36 dans les collèges et 13 CIO.

Pour défendre les fonctionnaires, leur rémunération, leurs conditions de travail et leur statut.

Après les premières mesures de gel de la valeur du point, de report de la revalorisation PPCR et de rétablissement d'un jour de carence, l'annonce de 120 000 suppressions de poste d'ici 2022, le gouvernement entend remettre en cause le statut.

- Recours accru aux contractuels au détriment des recrutements statutaires ;
- Disparition des CHSCT et des CAPA ;
- Incitation aux départs volontaires ;
- Rémunération au mérite.

Pour protester contre ces projets inacceptables, les syndicats CGT, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FA-FP ont claqué la porte, le 4 avril dernier, de l'ultime réunion d'organisation de la concertation sur la réforme de la fonction publique. Malgré cela, le gouvernement a lancé, lundi 9 avril, les discussions sur le "dialogue social" dans le cadre de la "refonte du contrat social avec les agents publics" sans infléchir ses projets.

Tous en grève et en manifestation le 19 avril pour défendre :

- L'accès à l'université pour tous dès l'obtention du bac ;
- Le retrait des projets de réforme du lycée et du bac ;
- Le maintien des CIO ;
- L'arrêt des suppressions de poste de fonctionnaires ;
- Le dégel de la valeur du point d'indice ;
- Un nouveau plan de titularisation des contractuel.le.s ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- Le maintien du statut de fonctionnaire ;
- Le retrait des mesures de destruction de la Fonction Publique.

**Un cortège éducation partira du Rectorat à 10 H
et rejoindra le cortège interpro**